

Déclaration du bureau national de l'union syndicale solidaires réuni le 7 novembre 2024

Face à l'offensive libérale, construire la riposte !

Report de l'indexation des pensions sur l'inflation, recul des remboursements par la Sécurité sociale, gel du point d'indice, baisse de la rémunération des arrêts maladie, augmentation du nombre de jours de carence et suppressions de postes dans la Fonction publique, baisse des subventions aux associations... Le gouvernement porte un projet budgétaire d'austérité qui pèsera sur la majeure partie de la population tandis que la minorité la plus aisée continue de refuser de participer à l'effort de solidarité.

Pire, le gouvernement maintient sa politique de subvention aux entreprises qui touchent chaque année des dizaines de milliards d'euros d'aides publiques, exonérations et niches fiscales. Pourtant, les salaires continuent de baisser relativement à l'inflation tandis que les plans de licenciements et menaces sur l'emploi se multiplient : Casino, Bosch, Valeo, Adrexo-Milee, Lecas, Don't Nod, Exxon Mobil, Stellantis...

De plus, Michelin annonce fermer deux usines et supprimer 1 254 emplois. Le groupe a pourtant réalisé 2 milliards de bénéfice net en 2023 et a versé 1,4 milliard d'euros à ses actionnaires en 2024. De son côté, Auchan annonce supprimer 2389 emplois après avoir versé 1 milliard d'euros à ses actionnaires en 2023.

Pour l'Union syndicale Solidaires, il faut interdire les licenciements dans les entreprises qui font des bénéfices et contraindre les entreprises qui licencient à rembourser les aides publiques et reverser aux salarié-es l'équivalent des dividendes versés aux actionnaires.

Face à cette offensive de destruction de nos droits, de nos emplois et de nos acquis, l'heure est à la riposte.

L'Union syndicale Solidaires travaille à la coordination des salarié-es en lutte contre les plans de licenciement. Face à une attaque globale, il nous faut unifier nos forces.

Le 12 novembre, nous serons face au siège d'Ile de France Mobilité contre la privatisation des bus franciliens. Une intersyndicale de combat appelle à la grève le 21 novembre à la SNCF contre la privatisation et le démantèlement du fret. Ce sera l'unique ultimatum lancé au gouvernement et à la direction de la SNCF. S'ils ne répondent pas aux revendications, un mouvement de grève plus long et plus fort sera lancé en décembre.

Dans la Fonction publique, Solidaires porte la construction d'une forte mobilisation par la grève dans l'unité. Le 3 décembre, les retraité-es s'opposeront au report de l'indexations des pensions.

Suppressions d'emploi, privatisation de la SNCF et démantèlement du fret, attaques contre la Fonction publique et les associations : nous serons dans l'action et la grève pour stopper ces projets délétères.